Marseille. ELIA est une des rares structures à s'occuper d'intégration des réfugiés car «une fois le statut obtenu, tout commence». Mais pour l'heure, les crédits se focalisent surtout sur les demandes.

Intégration, le parent pauvre de l'asile

«*En ce moment on travaille avec un jeune Soudanais de 30 ans. Orphelin, il s'est construit tout seul, a été capable d'ouvrir des commerces, devenir infirmier. Aujourd'hui, il a son statut de réfugié, est dans un logement suffisamment grand pour accueillir sa femme et ses enfants. Mais il est plombé. Il pleure, s'isole alors même qu'il est en contact avec plein de monde, notamment dans les cours de français qu'il suit chaque après-midi. Mais il refuse le lien, il n'y arrive plus*». Fabrice Bizet est chef de service à ELIA, Evaluation Logement Initiative Altérité. Depuis 2003, cette association s'occupe d'intégrer les réfugiés grâce à des financements d'Etat. C'est une des quatre structures qui assurent cette mission sur les Bouches-du-Rhône. La seule qui le fait de manière définitive.

Définitive? Derrière tout cela, il y a le concept inventé par la directrice, Monique Linossier: le bail glissant: «*l'association loue un logement et installe le réfugié. A terme, quand la personne est prête, le bail glisse à son nom*». Simple? Sur le papier, car entre les deux étapes figure le long travail social qui va permettre à la personne de devenir autonome, de maîtriser administration, emploi, budget, voisinage, santé... dans un pays dont elle ne connaît au départ, ni les codes ni la langue.

Pour y parvenir, Monique Linossier met en avant un autre concept novateur: «*la démarche résolutive*». «*L'idée est de faire taire la voix intérieure du travailleur social, celle qui sait tout. Seules les personnes concernées savent ce qui peut les mettre en mouvement*» développe cette routarde avant d'illustrer son propos. «*Un travailleur social a été confronté à l'absence d'un homme à un rendez-vous pour chercher un emploi. Il va le chercher. Et là, au lieu de le faire entrer au chausse-pied dans la case «je prépare mon CV», on lui demande de se situer sur une échelle du bien-être entre 0 et 10. Il est déjà à 5 car il a eu son statut et un logement. Que serait le 6? Un emploi. Pourquoi n'était-il pas au rendez-vous? Parce que, sans dent...Pris dans notre folie, on avait négligé la difficulté de se présenter devant un employeur avec le sourire dévasté. Pour arriver à 6 que faut-il faire? L'homme va décider, trouver les étapes. Il est devant et nous derrière, pour aider à ce que cela fonctionne*».

Une philosophie de conscience et de construction menée... au pas de charge car l'association dispose de neuf mois de financement pour accompagner une personne. Ou plu- juillet. Car cette intégration est le parent pauvre de l'asile. La convention de Genève oblige à accueillir et instruire les dossiers. Pas à intégrer. «*Tout se passe comme si, une fois que le statut était obtenu, c'était bon. En fait, c'est là que tout commence*» commente Monique Linossier, «*d'autant que, contrairement à ce que l'on voit dans les médias, tous ne sont pas médecins, avocats... Et quand bien même, ce qui les attend, c'est le désascenseur social*».

«*Le problème est au-delà du statut*» complète Catherine Renault, éducatrice spécialisée, «*quand une personne obtient le statut, elle doit faire le deuil d'un pays où elle ne pourra plus retourner, de tout ce qu'elle a perdu. C'est une déchirure intérieure extrêmement douloureuse*». «*Et elle doit le faire tout en apprenant le français, trouvant du travail, apprenant comment fonctionne une banque, l'administration...*» acquiesce Fabrice Bizet. «*Ce à quoi il faut ajouter les traumatismes, les tortures. L'accompagnement ne peut pas être que technique. Il y a un gros travail de fond dont on ne peut faire l'économie*».

Un travail de fond pour préparer l'avenir. Ce mardi matin, l'équipe d'ELIA planche aussi collectivement sur le cas d'une jeune fille, 19 ans, d'Azerbaïdjan. «*Elle est brillante, pleine de potentiel et de projets. Mais son diabète n'est plus stabilisé. Elle se pique jusqu'à 38 fois par jour pour vérifier les taux. Ça la bloque totalement*» résume Fabrice Bizet. «*Quand on lui a demandé de se représenter, elle a dessiné un cercle vide. Elle s'est présentée comme mademoiselle rien*».

Cette jeune fille pourra un jour dépasser ce néant et devenir «*une richesse pour le pays*» selon la formule consacrée. Mais entre, elle doit être accompagnée. On ne sort pas de l'enfer à la seule force de ses poignets.

ANGÉLIQUE SCHALLER

Quand une personne obtient le statut de réfugié, le travail de deuil commence. ILLUSTRATION AFP

France, terre d'accueil: le mythe prend l'eau

D'abord il y a eu les chiffres. En 2014, les demandes d'asile ont baissé de 5% en France alors qu'elles ont explosé ailleurs en Europe: + 60% en Allemagne, + de 50% en Suède... Puis il y a eu l'actualité. Quand François Hollande a proposé il y a deux semaines, de «soulager» l'Allemagne en allant chercher un millier de Syriens et d'Irakiens arrivés à Munich pour les réinstaller en France. Les agents de l'OFPRA qui se sont ren- la semaine dernière, écrit: «*le gouvernement socialiste se paye de mots en appelant à la tradition humanitaire. Dans les faits, François Hollande est tétanisé par les sondages défavorables et la montée du FN. Son action en faveur de la prise en charge des migrants est quasi nulle. Le président de la République ne bouge qu'après avoir pris acte de la position de Berlin*». Il y a ensuite les témoignages qui fleurissent désormais une gare de Suède. Outre le taux de chômage qui dépasse les 10%, les demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler pendant l'examen de leur dossier et il faut en moyenne neuf mois aujourd'hui pour obtenir l'asile en France.

«La France, c'est pas bon pour mon futur»

«*La France, c'est pas bon pour mon futur, en plus elle n'a pas la réputation de donner facilement* demandeurs d'asile sont logés dans des structures dédiées et il n'existe quasiment rien pour ceux qui décrochent le titre de réfugiés (lire ci-dessus). En conséquence, de nombreux migrants se retrouvent dans des squats insalubres ou à la rue. Enfin, il y a le rapport de l'OCDE publié hier qui souligne que «*les principaux pays de destination pour les demandeurs d'asile sont l'Allemagne, les Etats-Unis, la Turquie, la Suède et l'Ita-*